

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Non violence, sculpture de Carl Fredrik Reuterswärd, Malmö, Suède

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

Lettre d'Ukraine

Cela fait longtemps que je n'ai pas écrit et aujourd'hui, c'est la Saint-Nicolas¹ selon le calendrier Julien, toujours en vigueur chez nous – une bonne occasion de partager avec vous quelques informations et pensées d'Ukraine. Je commencerai donc par quelques informations de base.

Dès l'été et au plus tard à l'automne, nous avons dû nous faire à l'idée terrible que cette guerre allait durer encore longtemps, probablement des années. Le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Valeri Zaloujny, a récemment admis dans une interview qu'il avait sous-estimé l'obstination russe à sacrifier sans limite des soldats d'infanterie dans des attaques que l'on appelle ici des «attaques de chair». Les pertes humaines sont colossales, mais cela ne semble pas avoir d'importance. Près de la ville d'Avdiïvka, non loin de Donetsk, les Russes auraient perdu plus de mille hommes par jour en novembre, et le massacre continue. Outre les grands criminels qui sont transférés des prisons vers le front et graciés après six mois de service militaire, il y a aussi un nombre inépuisable de pauvres bougres venus de lointaines provinces russes qui rêvent de payer leurs dettes avec la solde de l'armée. Pour beaucoup d'entre eux, cette décision s'avère fatale.

Je pense qu'avec cette interview, Zaloujny voulait avant tout protéger ses soldats des erreurs d'appréciation guidées par les désirs des politiciens et des médias, tant en Ukraine qu'à l'étranger. Les attentes concernant la «grande contre-offensive» étaient manifestement trop élevées et ne tenaient pas compte du fait que les Russes s'y préparaient depuis près d'un an².

Le tout-puissant bureau présidentiel de la rue Bankova à Kiev a réagi avec colère à l'interview de Zaloujny. Un sondage³ réalisé début décembre l'explique bien: en l'espace d'un an, la confiance de la population ukrainienne dans le président est passée de 84 à 62 pour cent, ce qui est bien sûr encore considérable, alors que Zaloujny se maintient à 88 pour cent! La confiance dans l'armée ukrainienne reste inchangée à 96 pour cent. Les tireurs de ficelle de la Bankova craignent que Zaloujny ne passe de l'armée à la politique à la première occasion.

10 ans après le Maïdan

Ces jours-ci en Ukraine, nous commémorons le Maïdan – c'était il y a exactement dix ans. Ce soulèvement de trois mois a été le grand (et douloureux) réveil de la société ukrainienne, une prise de conscience collective. À la fin, le président-dictateur s'est enfui en Russie qui a par la suite occupé la Crimée et débuté la guerre dans le Donbass. Quiconque ne comprend pas le Maïdan dans toute sa complexité ne comprend pas non plus la guerre actuelle. La difficulté pour nous, c'est-à-dire la gauche occidentale, réside probablement dans le fait qu'un soulèvement populaire impliquant pratiquement tous les courants politiques et toutes les ethnies n'entre pas dans nos sché-

mas de pensée sclérosés depuis le 19^e siècle. Peu de gens peuvent s'imaginer passer leurs nuits sur des barricades avec des personnes ayant une vision du monde totalement différente de la leur, et risquer sa vie si nécessaire, pour chasser un régime criminel du pouvoir.

J'ai des ami·es qui restent convaincu·es que le nationalisme ukrainien est la cause de tous les problèmes dans notre partie du monde. Iels préfèrent occulter le fait que l'on parlait et on parle toujours au moins autant russe qu'ukrainien, aussi bien sur le Maïdan que dans les tranchées ukrainiennes.

Celles et ceux d'entre nous (ici en Ukraine) qui suivent les médias occidentaux entendent bien sûr les voix qui appellent à des négociations de paix. Mais sans la libération des territoires occupés, une telle proposition ne vaut même pas un haussement d'épaules. Si le soutien de l'Occident diminue sensiblement (par exemple après une réélection éventuelle de Donald Trump), cela conduira probablement à un cessez-le-feu boiteux comme pendant l'occupation du Donbass de 2016 à 2022, mais pas à la paix. Ceci entraînera encore plus de souffrances pour la population civile; les zones occupées se transformeront encore plus en territoires sans droit ni loi, dominés par des criminels et où la population sera soumise à l'arbitraire le plus absurde, comme c'est déjà le cas actuellement.

La mer Noire

Avez-vous remarqué que presque plus personne ne parle d'une famine en Afrique qui pourrait être causée par l'arrêt des exportations

de céréales de l'Ukraine, et que l'accord sur les céréales avec la Russie n'est plus un sujet de discussion? Il y a plusieurs raisons à cela. L'une des raisons principales est que l'armée ukrainienne a infligé de telles pertes à la marine russe ces derniers mois que celle-ci ne contrôle plus la mer Noire, du moins pas les zones proches des côtes roumaines et bulgares. C'est très important pour nos régions méridionales (Odessa, Mykolaïv) et pour toute l'Ukraine, car la marine russe n'est plus en mesure de tirer des missiles depuis la mer Noire. Et pour l'exportation de céréales, c'est très important puisqu'un corridor maritime a désormais été sécurisé près des côtes roumaines et bulgares et que les navires peuvent à nouveau transporter le blé et le maïs ukrainiens vers le Bosphore et au-delà. Néanmoins, un terminal céréalier devrait également être construit prochainement en Transcarpatie afin de rendre le transport terrestre plus efficace. Fin novembre, un cargo céréalier a sauté sur une mine en mer Noire, ce qui a fait bondir les primes d'assurance et a logiquement des répercussions sur les prix des céréales.

Dans le même temps, on voit à la frontière avec la Roumanie de longues files de camions chargés de produits agricoles.

Une longue guerre

Bien sûr, au début, personne ne voulait penser à une guerre longue. À en juger par l'équipement et les provisions que les troupes d'élite russes transportaient en avançant vers Kyiv, Poutine et ses sbires pensaient qu'ils remplaceraient notre gouvernement par un gouvernement fantoche au bout de quelques jours. À l'inverse, je ne qualifierais pas de «pensée» ce qui se passait dans nos têtes à ce moment-là. Les hommes et les femmes qui se sont portés volontaires pour l'armée fin février 2022 n'envisageaient en aucun cas d'être encore au front près de deux ans plus tard. Beaucoup sont morts ou ont été mutilés, d'autres ont été emprisonnés par les Russes. Nous sommes très inquietes pour notre ami Maksym Butkevych, un défenseur des droits humains, prisonnier de guerre depuis 18 mois. Après avoir comparu devant la Cour d'appel en août, il a disparu pendant trois mois. Il y a quelques jours, son avocat moscovite a heureusement pu le localiser dans une prison de l'oblast occupé de Louhansk.

Selon les estimations, il y aurait actuellement environ 7000 prisonniers de guerre ukrainiens. Depuis le début de la guerre, 2000 ont été échangés, mais depuis l'été, il n'y a plus eu d'échange. Celles et ceux qui ont été libérés font état de mauvais traitements, de tortures et du manque de tout. L'ombudsman ukrainien dénombre en outre 28.000 civils enlevés par la Russie, dont plusieurs milliers d'enfants⁴.

D'autres réalités

Il y a aussi les autres, ceux qui n'imaginaient pas avoir à défendre un modèle de société, la liberté ou tout simplement le lieu où vivent leurs familles et où vivaient leurs ancêtres. En Transcarpatie, les villages se sont vidés de

Chère lectrice, cher lecteur,

Souhaiter une «bonne année» me semble inapproprié en ce moment - qu'y a-t-il de bon? Où se situe aujourd'hui la frontière entre le bien et le mal? Ce dont nous avons besoin, c'est de courage. Je nous souhaite donc à toutes une «Nouvelle année courageuse».

Le courage de désobéir. Du courage pour ne pas se soumettre. Du courage pour soutenir ceux et celles qui se rebellent contre la violence destructrice sans mesure. Des Palestinien·nes qui condamnent les actes meurtriers du Hamas; des Israélien·nes qui protestent contre la guerre cruelle menée par leurs dirigeants. Des femmes russes qui descendent dans la rue pour manifester en faveur du retour de guerre de leur mari, leurs frères, leurs amis.

Ici, nous ne risquons rien à nous énerver, à prendre parti, à débattre pendant des jours, des semaines et maintenant des mois sur les agissements des différents camps. Nous n'attendons pas dans la peur et l'angoisse comme les gens là-bas, la libération d'un être cher pris en otage. Nous n'avons pas à sortir nos enfants morts des décombres de ce qui était autrefois notre maison. Et au seul risque que certain·es se désabonnent de l'Archipel, j'écris: aucun gouvernement ni aucune organisation n'a le droit de tuer des gens simplement parce qu'ils vivent de l'autre côté d'une frontière, ont une autre religion, une autre histoire. Aucune histoire ne justifie de tuer en masse des enfants et des adultes. Dans aucun pays! Bien sûr, il est important de voir et d'examiner les faits et le contexte afin de pouvoir comprendre certaines relations. Mais «l'histoire» - toujours poussée plus loin - se fait principalement sur le dos des populations. Et logiquement, les dirigeant·es et celles et ceux qui aspirent au pouvoir tentent de gagner les gens à leurs intérêts, sans toutefois leur dévoiler leur stratégie inhumaine.

«Le plus grand mal n'est pas radical, il n'a pas de racines, et parce qu'il n'a pas de racines, il n'a pas de limites, il peut se développer jusqu'à des extrêmes inimaginables et se répandre dans le monde entier», écrivait Hannah Arendt. Comme elle a raison!

Quant à nous, essayons d'être radicaux. De nous recentrer sur nos racines. Dans ce qu'il y a d'humain en nous. Ayons le courage de nager de toutes nos forces à contre-courant aux côtés des déraciné·es.

Constanze Warta

leur population masculine. Dans cette région à la longue tradition de migration saisonnière, beaucoup avaient flairé le coup et avaient fui la guerre pour l'un des pays voisins, où la main-d'œuvre fait chroniquement défaut. Au fil des mois, nombre d'entre eux ont fait venir leur famille et ont profité de la possibilité de simplifier le droit de séjour des Ukrainien·nes en tant de guerre. Mais beaucoup de gens ne peuvent pas s'imaginer vivre dans un pays étranger et continuent donc selon le schéma traditionnel: les hommes travaillent à l'étranger, les femmes leur rendent visite de temps en temps et ramènent un peu d'argent à la maison. Mais eux non plus ne s'attendaient pas à ce que la guerre dure des années. Les hommes ne veulent/peuvent pas rentrer, car ils seront enrôlés dans l'armée dès qu'ils se présenteront à la frontière. Le coût social de cette émigration forcée et de ces séparations est forcément très élevé.

Même au cours de la deuxième année de la guerre, de nombreux hommes ont utilisé toutes sortes de stratagèmes pour s'en sortir. D'après mon impression subjective, ce sont plutôt les hommes d'autres régions qui payent des milliers d'euros à des passeurs ou à des gardes-frontières corrompus, alors que les hommes d'ici trouvent presque toujours un chemin moins risqué.

Il est difficile d'imaginer les conséquences de tout cela pour notre région. Les réfugié·es de l'Est resteront-ils ici, et surtout lesquels? En passant récemment par Oujhorod, j'ai été assez choqué par toutes ces Teslas et ces nouvelles boutiques de luxe. Les loyers ont doublé. Des études sociologiques montrent que le fossé entre les riches et les pauvres s'est

fortement creusé dans toute l'Ukraine depuis le début de la guerre.

Un autre aspect de la migration: nos voisines les plus proches se sont installées en Slovaquie, le mari avant la guerre pour travailler, sa femme et leur fils de 13 ans depuis un an. Iels souffrent du racisme anti-ukrainien des Slovaques et veulent rentrer au plus vite. En un an, le garçon, qui est très gentil et sociable, ne s'est pas fait d'amis parmi ses camarades de classe et souffre au contraire de brimades en raison de ses origines.

Winter is coming

L'armée russe bombarde les villes ukrainiennes tous les jours et surtout toutes les nuits. Les sirènes d'alarme hurlent tous les jours, même dans notre région. La différence, c'est que dans des villes comme Kherซอน, Zaporijjia et bien d'autres, les impacts, les destructions, les morts et les blessés sont également quotidien·nes, alors que nous sommes épargné·es. Dans un village du Nord-Est, plus de 50 civils ont été tués en octobre, lors d'un enterrement. Depuis quelques mois, les Russes utilisent surtout des drones iraniens pour leurs attaques. Ils utilisent avec parcimonie les missiles, beaucoup plus chers et dont le nombre et les capacités de production sont limités. Il est tout à fait plausible de craindre qu'il s'agisse d'un choix stratégique (on estime que la Russie possède actuellement près de 900 missiles balistiques de tous types) pour lancer des attaques massives contre les infrastructures énergétiques dès que le froid arrivera. Cette fois-ci, ce ne sera une surprise pour personne. Chez nous, en Transcarpatie, les écoles ont reçu l'ordre

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

de ne surtout pas ignorer les alertes, car selon les rapports des services secrets, notre région ne devrait pas être épargnée cette fois-ci.

Ce que j'ai remarqué par ailleurs

Ici, de manière totalement chaotique, des faits divers et des impressions subjectives: les familles de certains soldats protestent publiquement et demandent leur démobilisation après bientôt deux ans au front. Cela ne signifie toutefois pas qu'elles appellent à la capitulation.

Une amie (en fait une membre de la famille) est revenue de Tchéquie, où elle se sentait exploitée dans une usine, et a trouvé chez elle (près de Rivne, dans le nord-ouest de l'Ukraine) un emploi bien rémunéré dans une nouvelle entreprise qui fabrique des obus d'artillerie. Bien sûr, c'est maintenant un produit qui est tout à fait à la mode. Un autre ami, qui nous aide à entretenir nos machines pour la production de jus de pomme, passe ses week-ends à fabriquer des drones en carton, invisibles pour les radars, qui transportent silencieusement des explosifs sur 30 km.

Et aussi une de nos réalités: depuis le début de l'année 2023, un nombre record de petites entreprises privées ont été créées en Ukraine.

Le budget national pour 2024 a été adopté par la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien. Près de 50 pour cent des fonds sont consacrés aux coûts de la guerre, de l'armée et de l'armement. Aucune construction de route n'est prévue, ce qui était le projet favori de Zelensky avant la guerre. Il est vrai que cela rend difficile de qualifier certains trajets de «route», car il faut souvent trois fois plus de temps qu'avant pour aller d'un village à l'autre.

La lutte contre la corruption se poursuit même pendant la guerre et je dirais qu'elle prend peu à peu de l'ampleur. Début décembre, le responsable d'un comité gouvernemental pour la numérisation des données de l'armée a été arrêté. Avec une deuxième personne, ils auraient volé près de 1,5 million d'euros tout en freinant fortement la numérisation. Le nombre de morts qu'ils ont sur la conscience reste inconnu à ce jour. Il faut également noter qu'une fois de plus, des personnes faisant partie du cercle le plus proche du pouvoir à Kyiv ont été arrêtées, et oui, c'est un bon signe.

Jürgen Kräftner
Membre FCE - Ukraine

1. On peut comparer le personnage de Saint Mykolai (Saint Nicolas) avec celui du Père Noël dans la tradition occidentale, fêté en Ukraine le 6 décembre.
2. Voici l'interview de Zaloujny (en anglais): <https://www.economist.com/europe/2023/11/01/ukraines-commander-in-chief-on-the-breakthrough-he-needs-to-beat-russia>.
3. Le sondage d'opinion (en anglais): <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1335&page=1>.
4. Une enquête publiée au mois de février par l'Observatoire des conflits, un groupe de chercheur·euses de l'université de Yale, aux États-Unis, fait état d'un réseau d'au moins 40 camps dédiés à la «rééducation patriotique» des jeunes victimes, où doivent leur être inculqué·es l'amour de la Russie et la détestation du monde occidental. Cette étude a établi qu'au moins 6000 mineur·es ukrainien·es vivaient depuis des semaines, voire des mois, dans ces camps, loin de leurs parents.



ISRAËL/GAZA

Au jour, le jour

Gal est Israélienne et habite en France. Elle a noté au fur et à mesure les nouvelles de la situation et les impressions que cela suscitait en elle depuis le samedi 7 octobre.

D. m'appelle pour me dire qu'il se passe quelque chose de très grave en Israël. J'ouvre *Ha'aretz*. Le Hamas a abattu la barrière entre Israël et Gaza; des hommes armés dans les villages, les villes et les kibboutz israéliens. Je suis incapable de comprendre ce qui se passe, mais je sais que c'est grave. Je veux appeler mes ami·es, mais je ne sais pas quoi leur dire. Comment vas-tu? semble être une question inappropriée. J'envoie un message à **O.** pour lui dire que je prépare la chambre d'ami·es pour lui. Il vient de se réveiller. Il dit qu'il préférerait les draps en coton égyptien. J'envoie un message à **K.**, il est inquiet, nous voyons tous les deux que la réponse israélienne pourrait conduire à un massacre des habitant·es de Gaza.

8 octobre

J'appelle ma mère. A 81 ans, elle est traumatisée, déprimée. Elle dit que cela la ramène 50 ans en arrière, à la guerre de 1973. Son frère a été tué pendant cette guerre, avec 2688 autres soldats. 294 otages avaient été pris. À l'époque, il s'agissait de soldats, aujourd'hui il s'agit de civil·es, dont certain·es ont son âge. **L.** vit dans l'un des villages attaqués par le Hamas. Il était dans sa maison, avec son ex-femme et ses trois enfants: «*L'armée n'est nulle part, il y a des cadavres partout. L'un des amis de mes enfants a été enlevé par le Hamas*».

Des familles brûlent dans leurs maisons, des bébés sont tués devant leur mère, des personnes fuyant une fête en plein air sont abattues, mutilées, des femmes sont violées. Une femme de 80 ans, assise dans une mini charrette en direction de Gaza, est enlevée, ainsi que des enfants, des filles, des personnes âgées, des bébés, des hommes.

9 octobre

J'ouvre *Ha'aretz* des dizaines de fois par jour, je compare les informations avec le *New York Times*. Je n'arrive toujours pas à saisir la situation. **E.** me raconte que le jour de l'attaque, il a sorti les couteaux de cuisine, rassemblé les enfants et dormi avec les couteaux à côté de son oreiller. Ils vivent à 90 km de Gaza et ses couteaux peuvent à peine couper une tomate. J'envoie un message à **G.** Elle me dit qu'elle aime beaucoup ses enfants mais qu'elle regrette de les avoir mis au monde. Nous parlons des otages. «*Il ne manque plus que le Hamas les mette sur les toits des immeubles quand l'aviation de Tsahal bombardera Gaza*».

Cette image reste dans ma tête. Je me réveille la nuit, j'imagine des otages israélien·es tué·es par des soldats des Forces de défense d'Israël (Tsahal), je vois des familles palestiniennes bombardées dans leur maison. **D.** et moi sommes presque sûr·es que le Hezbollah va attaquer le nord d'Israël, j'imagine des soldat·es des FDI (Forces de

défense israéliennes) piégées dans les tunnels du Hamas à Gaza, tirant accidentellement sur des otages israélien·nes (ce qui s'est produit 9 semaines plus tard).

12 octobre

«*Tout est fermé*», dit Y. «*c'est tellement déprimant, comme le Jour de l'holocauste. Les gens répètent des histoires, iels sont choqués par les atrocités. C'est une guerre, c'est ce qui se passe en temps de guerre, des scènes horribles. Que croyaient-iels qu'il se passait lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, ou lors des guerres précédentes? Ne lisent-iels pas des livres?*» C'est une intellectuelle, et son intégrité est froissée de voir que les gens pensent que leur situation est unique, qu'ils sont en quelque sorte spéciaux. «*Qu'est-ce que je suis censée faire maintenant? Trouver un autre endroit? Partir? Nous avons quitté la Russie parce que nous ne voulions pas vivre dans ce genre de régime*»; elle fait référence au gouvernement actuel, aux mois de manifestations depuis le début de l'année 2023 contre la réforme juridique, contre un Premier ministre et des ministres corrompus/fascistes/zélotes ou tout cela à la fois. «*Tu sais que je ne suis pas une grande humaniste, je ne suis pas allée aux manifestations; mais ce n'était pas censé s'effondrer comme ça, aussi vite.*»

Je ne peux pas vraiment parler aux gens de ma communauté, ceux avec qui je partage ma vie depuis 13 ans. Au marché où je vends du pain, les choses ne vont pas mieux; est-ce que je représente la victime de l'attaque terroriste du Hamas ou les Israélien·nes qui bombardent les enfants palestiniens? L'un d'eux me dit qu'il a regardé un film, *Cinq caméras brisées*¹, «*tout le monde devrait le voir, vous comprenez pourquoi les Palestiniens veulent la libération, pourquoi cette attaque s'est produite*». Est-ce le moment de dire que le Hamas ne libère pas Gaza? Qu'il s'agit d'une organisation extrêmement religieuse, misogyne, sous le régime de laquelle aucun·e Français·e ne voudrait vivre? Pas plus que la plupart des Palestiniens.

Je n'ai jamais repris cette conversation. Au moins la moitié de la population israélienne n'a pas voté pour un gouvernement d'extrême droite, fanatique, corrompu et fasciste qui ne fonctionne pas. Les ministres ont pour principal intérêt de rester au pouvoir, de diviser la société, de provoquer la peur et la haine. Un gouvernement qui n'a pas fonctionné dans les premiers jours critiques de l'attaque du Hamas, qui fait le moins d'efforts possible pour libérer les otages vivants, qui verse des milliards de dollars à la colonisation en Cisjordanie, à des juifs religieux qui ne travaillent pas et ne servent pas dans l'armée, un gouvernement qui néglige les citoyen·nes israélien·nes déplacé·es par cette guerre.

Ce sont des particuliers, Juif/ves, Bédouin·es, Palestiniens·nes, Arabes qui sont venu·es à la rescousse des personnes brûlées dans leurs maisons, cachées dans les buissons, essayant d'échapper à la mort le 7 octobre, et non l'armée. Ce sont les organisations civiles spontanées qui ont envoyé de la nourriture et du matériel aux civil·es déplacé·es, à l'armée même, et non le gouvernement. Les mêmes personnes qui se rendaient tous les samedis aux manifestations contre le gouvernement, qui étaient traitées de traîtres par les ministres boutefeux, géraient activement des structures

civiles quelques jours après l'attaque du Hamas, essayant de soutenir les communautés déchirées par l'attaque pendant que les ministres se cachaient.

Ce sont également les mêmes hommes qui pilotent les avions qui bombardent les civil·es à Gaza, qui conduisent les chars dans les rues étroites des camps de réfugié·es. Si l'un d'entre eux refuse, nous n'en entendons pas parler, nous ne le savons pas, nous doutons que cela puisse se produire. L'endoctrinement est probablement trop fort.

Depuis la maternelle, nous sommes élevé·es dans la conviction qu'Israël a toujours tendu la main à la paix, ils l'ont refusée; il n'y a pas d'interlocuteur. «*D'abord, nous éliminons le Hamas et ensuite, nous changerons le gouvernement*», dit G. Mais l'action militaire ne peut y parvenir, seules les négociations sont possibles, dis-je. G. répond: «*les négociations devraient porter sur les frontières. Est-ce que nous devons parler avec des Palestiniens qui ne reconnaissent pas le droit à l'existence d'Israël?* Nous parlons avec l'ennemi, certain·es Israélien·nes ne reconnaissent pas l'existence des Palestiniens·nes, dis-je.

J'ai perdu la notion du temps

Le droit de manifester contre la guerre est supprimé; seules les manifestations pour la libération des otages sont tolérées.

Les personnes qui réclament la fin des combats et la libération des otages ne sont plus en tee-shirt, mais sous la pluie, avec des sweats à capuche et des doudounes. Les otages dans les tunnels du Hamas semblent plus minces, plus gris. «*Je n'arrive plus à être optimiste pour l'avenir*», me dit ma mère. Je parle avec O., professeur dans une université située à 10 km de Gaza: «*J'entends des histoires terrifiantes toute la journée. Puis je vais rendre visite à mon père*» – son père est dans une maison de soins, il est atteint d'Alzheimer et ne reconnaît pas son fils – «*c'est l'endroit le plus calme que j'ai maintenant. Je veux juste rester avec lui toute la journée, lui tenir la main, perdu dans le néant*».

Gal Karniel

1. *Five Broken Cameras* est un documentaire franco-israélo-palestinien écrit et réalisé par Emad Burnat et Guy Davidi, et sorti en 2011.

FECL et AIM

Deux archives, deux fois la base de notre travail, deux fois en libre accès pour vous!

Depuis quelque temps, les utilisateur/trices de <forumcivique.org> ont accès à deux archives. Il s'agit des infos du réseau d'information alternatif pour les Balkans et l'Europe du Sud-Est AIM (*Alternativna Informativna Mreža, 1992-2004*), soutenu à l'époque par le FCE, à l'adresse <aimpress.forumcivique.org>, et du bulletin mensuel *Fortress Europe? - Circular Letter* (FECL, 1992-1998), disponibles sur <fecl.forumcivique.org>.

Les archives d'AIM comprennent plus de 26.000 articles en bosniaque-serbe-croate, albanais, anglais et slovène. Durant et après les guerres en Yougoslavie et dans les États qui lui ont succédé, AIM a été une source d'information incomparable. Grâce à des reportages de fond indépendants, jusqu'à 120 journalistes à plein temps y ont assuré la survie du quatrième pouvoir, dans des conditions des plus défavorables. Leur approche commune était déterminée par l'antinationnalisme et a marqué le travail d'AIM au-delà de sa fin active, ce qui reste fondamental aujourd'hui comme base de travail dans des circonstances comparables.

La mise en réseau internationale et l'innovation ont rendu possible l'échange d'informations via un système de boîte aux lettres initialement basé à Paris, lorsque le téléphone ou le fax ne fonctionnaient pas entre Banja Luka et Sarajevo. Au milieu des années 1990, l'un des premiers systèmes de gestion de contenu automatique, *FirstEngine*, basé sur *Pearl*, fut utilisé sur le site <aimpress.org>.

AIM a également géré plusieurs programmes de formation pour les jeunes journalistes et a veillé à instaurer la confiance à différents niveaux, en temps de guerre et par la suite. Les réunions inter-rédactions se tenaient la plupart du temps dans la ferme de la coopérative européenne Longo maï à Bad Eisenkappel, en Autriche.

Les archives de FECL sont beaucoup plus petites, mais pas moins importantes. Lors de la mise en place de l'espace Schengen, au début des années 1990, Nicholas Busch avait créé un réseau de journalistes, de juristes, de politicien·nes et d'activistes. La lettre circulaire mensuelle éditée par ce réseau a permis pour la première fois d'analyser, de rendre publics et même de dénoncer des développements tels que le système d'information Schengen, le démantèlement du droit d'asile, etc. Nicholas Busch a par la suite travaillé comme conseiller du Parti de Gauche (*Vänsterpartiet*) au parlement suédois et publié des articles critiques sur la structure de la sécurité européenne.

Le FCE a eu à cœur de mettre ces deux archives à disposition. Ces plongées dans notre histoire récente peuvent être utiles aux chercheur·euses dans ce domaine, mais peut-être aussi apporter des connaissances supplémentaires dans le cadre de l'éducation politique de nos lecteurs/trices!

La rédaction

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Les familles demandent une démobilisation générale

Cet article a été réalisé à partir de communiqués parus dans la *Novaya Gazeta Europe*, un journal socio-politique russe qui paraît trois fois par semaine, reconnu pour sa lutte en faveur de la liberté d'expression en Russie.¹

Les parents des réservistes russes mobilisés ont publié un manifeste et une pétition sur le canal Telegram du collectif *The Way Home*, demandant une démobilisation générale.

«Notre État a tourné le dos à ceux qui ont été les premiers à répondre à son appel à l'aide, aux conscrits et à leurs proches», peut-on lire dans le manifeste. «Nous nous souvenons comment le président russe a promis qu'aucun réserviste ne serait appelé, puis il a envoyé nos proches en Ukraine. Les promesses étaient vides et nous avons été punis pour avoir obéi à la loi».

Le manifeste contenait une pétition demandant le retour de tous les conscrits et leur démobilisation totale en Russie. Les auteurs affirment qu'ils ne reviendront que «lorsque

nos hommes seront rentrés chez eux en toute sécurité».

Ils ont qualifié la situation dans le pays d'«absurde» et ont critiqué le président russe Vladimir Poutine, tout en exprimant l'espoir qu'il «entende leurs requêtes».

«Poutine a déclaré 2024 comme l'année de la famille. Ironiquement, les femmes regrettent leurs maris, les enfants grandissent sans pères et beaucoup sont devenus orphelins. Et pourtant, un tueur en série sataniste est démobilisé au bout de six mois», peut-on lire dans le manifeste, ajoutant que des familles de réservistes russes demandent une démobilisation générale: «Notre président a au moins le sens de l'humour!»

Une autorisation de manifestation réclamant

la fin de la mobilisation à Moscou le 25 novembre a été rejetée par la mairie. Des cas ont également été signalés où ceux qui ont participé au mouvement de démobilisation ont reçu des menaces. (27 novembre 2023). (...)

La campagne *The Way Home* (Le chemin du retour), menée par les épouses et les mères de soldats russes mobilisés, gagne en force en Russie, ses membres réclamant de plus en plus fort en public que les réservistes puissent enfin rentrer chez eux.

«J'ai vécu dans l'espoir de pouvoir célébrer la nouvelle année avec mon mari».(...)

Moscou, le 7 novembre. Le temps est nuageux et humide. Des centaines de partisans du parti communiste se sont rassemblés au monument Karl Marx devant le théâtre Bolchoï mondialement connu, des drapeaux rouges portant les symboles du parti flottent au-dessus de leurs têtes. De hauts responsables du parti, dont le vétéran président du parti Guennadi Ziouganov, se préparent à s'adresser à la foule. Juste derrière eux, faisant irruption dans la manifestation, un groupe de femmes brandit des pancartes réclamant le retour des conscrits – un exemple extrêmement rare de véritable protestation politique en Russie. Elles sont rapidement encerclées par des policiers qui étudient attentivement leurs papiers et leurs pancartes.

Des images de la manifestation ont ensuite été publiées sur le canal Telegram *The Way Home*. Les administrateurs de ce canal affirment qu'ils s'engagent pour le retour des conscrits dans leur pays. Le canal compte près de 14.000 abonnés et contient des liens vers des dizaines d'autres chats dans lesquels des proches de soldats racontent les mesures qu'ils prennent pour ramener leurs proches à la maison.

Pavel Kuznetsov
Novaya Gazeta Europe

1. En 2021, son rédacteur en chef Dmitri Mouratov, reçoit le prix Nobel de la paix, conjointement avec la journaliste philippine Maria Ressa, pour leur défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.



Des garçons des rues se réchauffent au sommet de la ligne de chauffage. Russie, Novokuznetsk 2001. Photo Alexander Glyadyelov

Soutien au quotidien indépendant genevois «Le Courrier»

Le quotidien «Le Courrier», lu dans toute la Suisse romande, est financé en grande partie par ses lecteurs et lectrices, afin de rester indépendant des grandes sources de financement. Cela a pour conséquence que le journal doit régulièrement lutter pour sa survie et c'est pourquoi il a lancé une nouvelle campagne de dons que nous souhaitons soutenir. Nous encourageons ceux et celles d'entre vous qui ne connaissent pas encore le journal à s'y abonner ou à le soutenir par un don. Un dépliant est joint au tirage suisse.

Pour des groupes engagés tels que le nôtre, l'existence de tels médias est éminemment importante, leur rôle de contre-information et de contre-pouvoir à la presse majoritaire est indéniable et nous serions extrêmement heureux de pouvoir contribuer à ce que le nombre d'abonnés dépasse enfin à nouveau la barre des 10.000.

Vous trouverez différentes manières de soutenir le journal sur sa page d'accueil, que ce soit avec les différentes formes d'abonnement, un abonnement à la version web ou un don. Vous trouverez ici toutes les informations nécessaires:

<<https://lecourrier.ch/soutenir-le-courrier/>>

Claude Braun,
FCE Suisse

Noël à Kobané

Hier, 25 décembre, l'État turc a mené une attaque majeure sur le nord-est de la Syrie avec des frappes aériennes qui se sont poursuivies jusque tard dans la nuit. Au moins 8 personnes sont mortes dans les attaques et 15 ont été blessées. Les principales cibles étaient des infrastructures civiles. À Kobané, une clinique ambulatoire spécialisée dans le diabète et soutenue par une association allemande a été touchée et détruite. Heureusement, la clinique était fermée en raison des vacances de Noël et aucune victime n'a été signalée.

À Qamishlo, un centre de dialyse rénale et un entrepôt d'oxygène pour les fournitures médicales ont été pris pour cible. En outre, plusieurs autres infrastructures civiles ont été touchées et détruites. Le ciblage de la principale presse à imprimer des livres pour étudiant·es, dans le nord-est de la Syrie (Simav), a entraîné la mort immédiate de six de ses employé·es. Cette presse distribue des livres à plus de 800.000 étudiant·es dans plus de 4400 écoles de la région. Deux usines de production de ciment, un grenier à blé, une usine d'huile d'olive, un moulin à farine et à tahini, une usine de plastique, un atelier de réparation automobile et même une salle de mariage (heureusement, aucun mariage n'avait lieu à ce moment-là) ont également été ciblé·es.

Malgré la récente stabilisation relative de la crise syrienne en termes de lignes de front et de déplacements internes significatifs, la situation est totalement différente dans le nord de la Syrie. Ses habitant·es sont confronté·es à des conditions de vie difficiles en raison des bombardements incessants de la Turquie et de ses drones contre les civil·es et les infrastructures essentielles: centrales électriques, stations pétrolières, boulangeries, cimenteries, établissements de santé et établissements d'enseignement pour les enfants. Les attaques et les dégâts se poursuivent depuis de nombreuses années et se sont considérablement intensifiés contre les infrastructures civiles depuis octobre 2022. La réparation et la réhabilitation de ces dommages nécessiteront des années d'efforts et de fonds considérables.

Le nord-est de la Syrie souffrait déjà d'une grave crise alimentaire, en plus du manque de ressources énergétiques telles que le gaz et le carburant. Les récentes attaques contre les infrastructures y aggraveront la tragédie humanitaire.

La peur permanente de nouvelles attaques de drones affecte profondément la santé mentale de la population, en particulier des enfants.

Les attaques permanentes de drones au cours des derniers mois, la réduction de l'accès à l'eau comme acte de guerre contre la population, la crise du choléra en cours, l'augmentation constante des activités d'ISIS et les milliers de personnes déplacées sont des indicateurs

clairs qui montrent que nous traversons toujours une situation d'urgence et que la région n'est pas du tout stable. Depuis des années, le financement de l'aide humanitaire ne cesse de diminuer et les besoins humanitaires doivent être satisfaits avec nos propres ressources limitées.

L'AANES (Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie) accueille actuellement des dizaines de milliers de personnes dans les camps et implantations informelles du nord et de l'est de la Syrie. Ces camps accueillent des personnes déplacées et des réfugié·es de la guerre contre l'État islamique, des personnes qui ont fui les invasions turques en 2018 et 2019, des personnes qui ont fui la guerre à Idlib ou dans d'autres régions du sud de la Syrie et, récemment, des personnes qui ont perdu leur maison lors du tremblement de terre.

Le taux de déplacement et la couverture des camps dans le nord de la Syrie ont atteint leurs capacités maximales, et il y a une pénurie importante de services de base tels que les soins de santé, la nourriture, l'éducation et le soutien psychologique. La situation dans le camp d'Al Hol est particulièrement préoccupante. Le camp accueille encore près de 60.000 personnes, dont la plupart sont des familles de membres de l'État islamique et beaucoup d'entre elles sont originaires de pays euro-

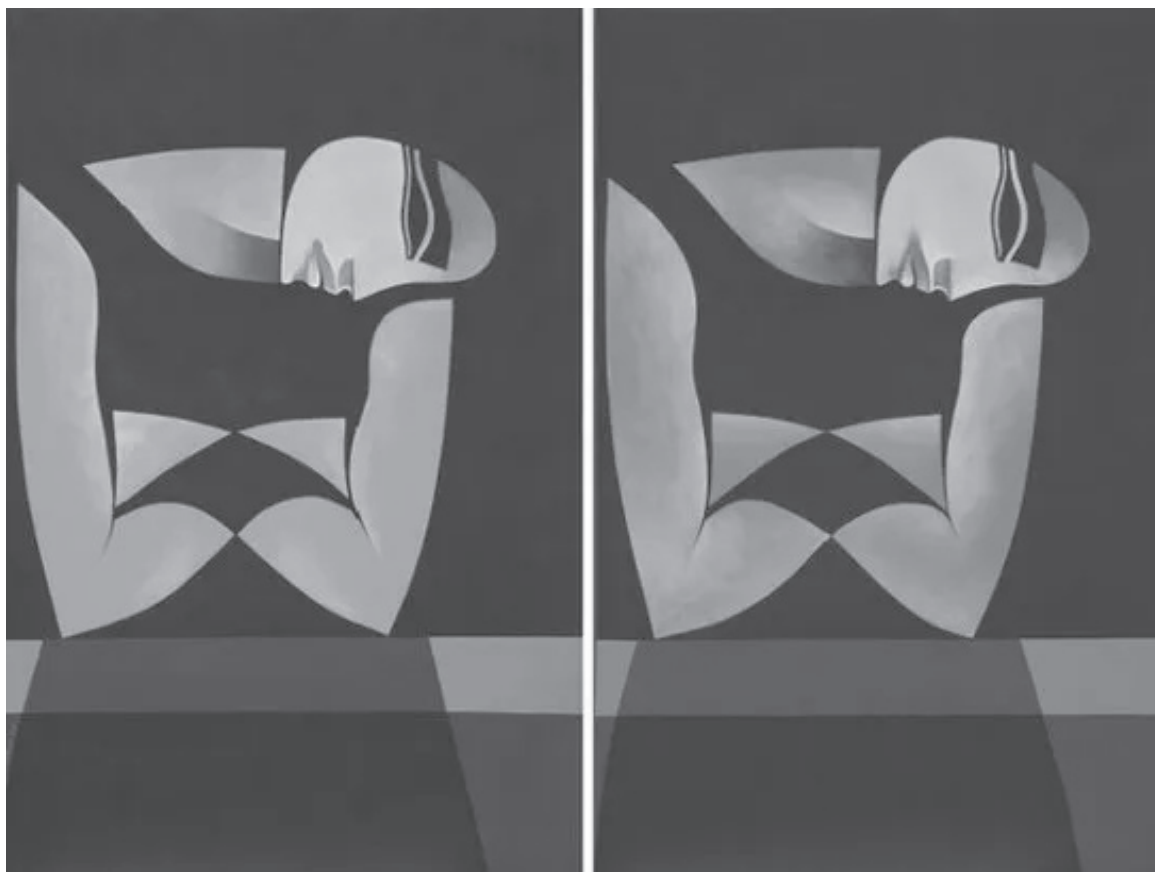
péens. Le camp sert déjà de plaque tournante pour la radicalisation de ses résident·es. Les familles d'ISIS élèvent leurs enfants pour qu'ils deviennent de nouveaux soldats de l'État islamique. Même avant, la capacité de réponse à cette situation inquiétante n'était pas suffisante et le manque d'aide humanitaire ainsi que les mauvaises conditions de vie augmentaient la radicalisation de la population du camp.

L'agression turque actuelle augmentera les tensions à l'intérieur du camp et facilitera les efforts d'influence et de radicalisation des cellules de l'État islamique.

Les prisons et les centres de détention du nord-est de la Syrie accueillent des milliers de membres de l'État islamique, y compris des membres internationaux de l'EI. Les conditions structurelles et infrastructurelles sont très mauvaises, les mesures d'hygiène sont désastreuses et, par conséquent, de nombreuses maladies se propagent dans les prisons et les centres de détention. Il y a un manque d'espace important. Les habitant·es sont toujours dangereux et il n'y a aucune capacité pour un quelconque processus de réhabilitation. Même dans les prisons, l'EI poursuit ses activités et se renforce.

L'instabilité de l'ensemble de la région résultant de la guerre civile qui a duré 12 ans, du changement climatique, des attaques turques constantes depuis des années et surtout de l'attaque majeure en cours, crée les conditions parfaites pour que l'EI se renforce à nouveau. La radicalisation augmentera, les déplacements de population augmenteront, le besoin d'aide humanitaire augmentera, le nombre de réfugié·es à la recherche d'une vie à l'abri du danger augmentera.

Selon les statistiques de la Croix-Rouge, plus de 90 % des Syrien·es vivent en dessous du seuil de pauvreté. Selon l'ONU, 16,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en Syrie, dont environ 6 millions



vivent dans les régions du nord et de l'est de la Syrie. Néanmoins, la Turquie prend pour cible les minoteries et les fours de la région, privant ainsi des milliers de familles de pain.

En tant qu'organisation humanitaire locale et travailleurs locaux opérant dans la région depuis 2012, nous pouvons comprendre et compatir à la souffrance des civil·es. Beaucoup de celles et ceux qui ont émigré de Syrie, en particulier du nord de la Syrie, l'ont fait avant tout pour assurer un avenir sûr et meilleur à leurs enfants, avec la possibilité d'apprendre, comme n'importe quel autre enfant dans ce monde.

La Turquie cherche à faire fuir les gens de la région pour changer la démographie dans le nord-est de la Syrie, à l'instar de ses efforts dans d'autres régions kurdes telles qu'Afrin depuis son occupation en février 2018. Et malgré les

récentes réglementations et restrictions sur les routes migratoires vers l'Europe par l'Union européenne, les attaques turques contre les civil·es et les infrastructures poussent les parents à fuir et à risquer leur vie pour sauver leurs enfants de l'agression turque, même s'ils connaissent les risques des routes migratoires ou des traversées maritimes.

Le seul moyen d'alléger ne serait-ce qu'une partie des souffrances des civil·es est d'exercer une pression internationale claire pour empêcher la Turquie de prendre pour cible les civil·es, les établissements de santé et d'autres infrastructures essentielles aux conditions de vie de la population dans le nord et l'est de la Syrie.

Croissant Rouge Kurde
Qamishlo

Les idées reçues ou les mensonges sur l'immigration

En cette journée internationale des migrant·es, en ce jour où se réunit la Commission Mixte Paritaire pour examiner la loi Asile Immigration, pour en finir avec les idées reçues ou les mensonges sur l'immigration nous rappelons que:

- L'immigration rapporte 5 milliards d'euros par an soit 0,25 % du PIB / an sur la période 2006-2018.
- La contribution nette des ménages immigrés aux finances publiques est supérieure à celle des autres ménages français entre 1979 et 2011 car ils sont davantage en âge de travailler. (77% contre 61% pour les «natifs».)
- Même si le taux de chômage est plus élevé chez les immigré·es, le total de leur cotisation fait plus que compenser les aides et pensions qu'ils perçoivent.
- Les immigré·es paient des impôts et des cotisations au même titre que les autres citoyen·nes.
- Toutes les études scientifiques concluent que l'AME ne constitue ni un appel d'air à l'immigration, ni un enjeu économique.
- Il est faux de dire qu'elle constitue une raison migratoire. La santé est un motif marginal pour émigrer, seulement 9,5%.²
- Pour des raisons économiques? Encore faux. Le coût de l'AME représente seulement 0,4% des dépenses de santé et par ailleurs sa suppression entraînerait des retards de diagnostics et *in fine* des soins bien plus coûteux.
- Un risque pour le système de santé? Toujours faux, au contraire l'AME permet de soigner en amont et en ville les problématiques de santé et de désengorger les hôpitaux.
- Le Grand remplacement? En 2011, le nombre d'arrivant·es en France pour 100.000 habitant·es était de 5! La France est le pays qui accueille le moins d'immigré·es en Europe (excepté la Slovaquie!)

L'immigration n'est pas un coût, elle est une chance!

- 23% des agent·s de propreté sont des immigré·es.
- 23% des aides à domicile sont des immigré·es.
- 29% des médecins et personnels hospitaliers sont des immigré·es
- Savez-vous que les cuisinier·es de la brasserie Le Bourbon fréquentée par les sénateur/trices et les député·es sont des sans-papiers.
- Les chantiers des JO Paris 2024 comptent de nombreux sans papiers.

Et que dire de l'apport des migrant·es dans les arts, la musique, le cinéma, la langue, la gastronomie?

Réseau éducation sans frontières³

1. L'aide médicale d'État est une aide sociale en France principalement destinée à prendre en charge les dépenses médicales des étranger·es en situation irrégulière sur le territoire français.
2. «Enquête Premiers Pas 2019», une enquête sur l'accès aux soins des personnes étrangères sans titre de séjour: <https://www.irdes.fr/recherche/enquetes/premiers-pas/questionnaires.html>
3. RESF, est un réseau composé de collectifs, de mouvements associatifs, de mouvements syndicaux, de soutiens politiques et de personnes issues de la société civile militant contre l'éloignement d'enfants étrangers scolarisés en France, causé par l'éloignement de leurs parents étrangers en situation irrégulière. Le 20 décembre, après le Sénat, l'Assemblée nationale a adopté définitivement le projet de loi immigration avec 349 voix pour et 186 contre. A noter qu'une bonne partie du Rassemblement National a voté pour la loi.

HAUT-PARLEUR

Personne n'est illégal

À l'occasion de la journée internationale des migrant·es, comme dans de nombreuses villes en France, à l'appel d'associations et de syndicats (RESF Vienne Roussillon, Attac, Ligue des Droits de l'Homme, Solidarité réfugié des 2 rives, Sud, l'œuvre porte, Terre solidaire, l'Asti, CGT Educ) une cinquantaine de personnes se sont réunies pour marquer leur rejet de la loi Darmanin.

Gérald Darmanin l'a dit: sa loi immigration est «la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années». Et devant le Sénat il a fixé l'enjeu: il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre.

C'est effectivement l'enjeu. Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et antisociale? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité?

Les immigré·es sont potentiellement des dangers et des profiteuseuses

Les modifications votées au Sénat dont la suppression de l'AME¹ est devenue l'emblème durcissent encore le projet initial et étendent le champ des attaques. Elles illustrent, par leur brutalité même, la logique de déshumanisation raciste et l'ampleur de l'offensive sociale et politique ouvertes par le projet.

Car cette loi ne se contente pas de vouloir rendre «la vie impossible» pour les immigré·es et tout·es les étranger·es, harcelé·es par la police, emprisonné·es, expulsé·es. Elle est justifiée à répétition par l'idée, fondamentalement raciste, que les immigré·es, comprenez les Noir·es, les Arabes, les Asiatiques, les Musulman·es, avec ou sans papiers, né·es en France ou à l'étranger, seraient potentiellement des dangers et des profiteuseuses du système de protection sociale.

En retour, elle légitime une société fondée sur le développement des inégalités, la déshumanisation, le contrôle et la surveillance policière, la limitation des libertés et l'exploitation sans frein de tout·es les travailleur·euses.

Nous le répétons avec les collectifs de

Sans-Papiers, ce sont les politiques racistes et anti-migratoires qui nous mettent en danger, pas l'immigration.

Nous le répétons avec les syndicats, ce sont les inégalités qui créent du dumping social, pas l'immigration.

Nous le répétons avec les associations du droit au logement, ce sont les politiques publiques du logement cher qui alimentent le sans-abrisme et la crise du logement, pas l'immigration. Nous le répétons avec tout·es les professionnel·les de la santé, c'est l'absence de soins qui favorisera les prochaines épidémies, pas l'immigration.

Nous le répétons avec toutes les associations, ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension, pas l'immigration.

Nous le répétons avec tou·tes les chercheur·euses, c'est la misère, l'atomisation et l'absence d'avenir qui créent la délinquance, pas l'immigration.

Nous ne laisserons pas passer cette loi scélérate

Nous allons multiplier actions et rassemblements. Et aujourd'hui 18 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des migrant·es, les associations de solidarité aux migrant·es manifestent dans toutes les villes du pays pour empêcher cette loi. Contre une société du racisme, des prisons, des barbelés et des centres de rétention. Pour la régularisation des sans-papiers. Pour une société de la liberté, l'égalité des droits, la justice sociale et la solidarité.

Stop Glyphosate

Nous allons au tribunal et avons besoin de votre aide

Des ONG saisissent la Cour européenne de justice pour lutter contre la décision de la Commission européenne de réapprouver le glyphosate, une perte énorme pour Bayer-Monsanto aux États-Unis, et de bonnes nouvelles en France pour la lanceuse d'alerte Valérie Murat.

La Commission européenne a donné son feu vert pour 10 années supplémentaires d'utilisation du glyphosate. Un désastre pour la santé, la biodiversité, les sols et l'eau. De nombreuses études scientifiques indépendantes démontrent ces dangers. Réapprouver le glyphosate est une violation de la loi européenne sur les pesticides qui stipule que la santé et l'environnement doivent primer. En cas de doute substantiel, le principe de précaution doit être appliqué.

Le *Pesticide Action Network Europe* va combattre cette décision devant les tribunaux, avec ses membres Générations Futures, Global2000, PAN Allemagne et PAN Pays-Bas. S'ils parviennent à gagner ce procès, l'utilisation du glyphosate et de ses produits sera interdite dans l'UE.

Iels entameront cette procédure judiciaire pour les raisons suivantes:

- iels sont spécialistes des dangers et des risques des pesticides, des réglementations et de la législation européenne sur les pesticides;
- iels travaillent avec un réseau d'experts scientifiques renommés;
- iels travaillent avec une équipe juridique spécialisée et dédiée;
- iels ont mis en évidence des lacunes entre la législation sur les pesticides et sa mise en œuvre par des autorités telles que l'EFSA et l'ECHA, ainsi que par les institutions nationales;
- iels se sont battus et ont gagné des affaires importantes devant la Cour de justice de l'UE.

Condamnation de Monsanto

Le jury du comté de Cole, dans le Missouri, a jugé Monsanto, la société de Bayer, responsable de négligence, de défauts de conception et de manquement à l'obligation de mise en garde contre les dangers potentiels de l'utilisation du *Roundup*. Les victimes ont reçu 61,1 millions de dollars en dommages compensatoires et 500 millions de dollars chacune en dommages punitifs. Elles sont atteintes d'un lymphome non hodgkinien, causé par l'utilisation du *Roundup* sur leur propriété familiale. L'épouse de l'une des victimes a reçu 100.000 dollars pour le préjudice qu'elle a subi du fait de la maladie de son mari.

Cette décision suit de près celle d'un jury californien qui a accordé 332 millions de dollars à une victime chez qui on avait diagnostiqué, à l'âge de 51 ans, une forme de lymphome non hodgkinien. Il s'agit de 7 millions de dollars de dommages compensatoires et de 325 millions de dollars de dommages punitifs. Une semaine auparavant, un jury de Philadelphie avait compensé une victime à hauteur de 25 millions de dollars, plus 150 millions de dollars de dommages-intérêts punitifs. Une autre victime a reçu 1,25 million de dollars. Cette décision met fin à une série de neuf victoires consécutives de Bayer dans des procès similaires.

Soutien à Valérie Murat, victime française des pesticides

Grâce à votre aide, nous avons pu contribuer au cas de Valérie Murat en France. Elle et son organisation Alerte aux Toxiques ont été condamnées à une amende de 125.000 euros parce qu'elles ont osé dénoncer les résidus de pesticides dangereux dans du vin de Bordeaux portant le label HVE (Haute Valeur Ecologique). Elle n'a pas pu faire appel de cette décision ridicule avant que l'amende

ne soit payée. Grâce à un *crowdfunding* et à l'aide de plusieurs organisations, elles ont finalement réussi à faire appel, afin que justice soit faite et que l'intimidation de l'industrie du vin cesse. Nous vous tiendrons au courant.

Continuez à soutenir notre travail

Vos dons* nous aident à informer les gens et à assurer la visibilité du travail du Tribunal Monsanto. Si nous récoltons plus que nos coûts (aucun salaire n'est impliqué puisque nous sommes des bénévoles), le reste ira à la campagne «Stop Glyphosate». Nous vous remercions!

Nous espérons que le Tribunal Monsanto sera en mesure de rendre justice et de mettre fin à l'intimidation de l'industrie vinicole. Nous vous tiendrons au courant.

Pesticide Action Network Europe

* Pesticide Action Network Europe
IBAN : BE72 7340 2990 5816

BIC/SWIFT : KREDBEBB

Dick Marty (1945 - 2023)

Notre ami Dick Marty est décédé le 28 décembre à l'âge de 78 ans des suites d'un cancer. Au cours de sa longue carrière, il a été procureur du canton du Tessin, conseiller d'État et conseiller aux États du même canton, ainsi que député de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pour laquelle il a mené plusieurs enquêtes spéciales: sur les prisons illégales de la CIA en Europe après le 11 septembre 2001 et sur le trafic d'organes au Kosovo. Dick Marty était dérangeant et incorruptible lorsqu'il s'attaquait à ces sujets brûlants. Dernièrement, il avait fait l'objet d'une protection policière suite à un complot des cercles criminels serbes liés à la police et au service secret visant à l'assassiner.

Nous avons fait la connaissance de Dick Marty lorsque nous nous étions rendu-es ensemble en Ukraine en 2012. Nous lui avons demandé de prononcer l'éloge pour la remise du prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes». Il avait accepté. Le prix avait alors été attribué au «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ), afin de soutenir son travail en faveur des réfugié-es dans un contexte très difficile. Lors de ce voyage en Ukraine, une amitié durable est née entre nous. Avec Dick Marty, nous avons perdu un ami proche et un compagnon de lutte qui se battait sans relâche pour la vérité et la justice. Il nous manque beaucoup.

Michael Rössler, Claude Braun et Hannes Reiser
pour le Forum Civique Européen
et le Cercle des Amis Cornelius Koch



Dick Marty (à droite debout), le CAMZ, Maksym Butkevych (en bas au milieu) et des membres du FCE, Ujhorod (UA), Photo FCE 2012